

tionnée avant tout par le fait que le sexe féminin tout entier soit rendu au travail social ; à son tour, ce fait exige que la famille individuelle cesse d'être la cellule économique fondamentale ».
Engels.

« Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons ».
Marx Engels.
Manifeste Communiste.

Toutes ces mesures « contribueront au développement harmonieux de la famille française (...) Le Programme Commun constitue donc bien un facteur conséquent d'épanouissement de la structure familiale ».

Georges Marchais

Interview au magazine « Parents » n°47.

« La famille, cellule de base de la société doit être le lieu de rencontre de l'exemple et de la confiance ».
François Mitterrand.
(idem).

Les mesures économiques préconisées par le Programme Commun sont certes souhaitables (égalité des salaires, crèches, logements).

Mais comment les travailleurs des deux sexes peuvent-ils avoir concrètement les moyens de décider, contrôler, diriger en politique et en économie, à l'usine et dans leur ville, en gardant l'actuelle semaine de travail « réduite progressivement » aux 40 heures ?

Il parle d'une « politique hardie de l'enfance et de la jeunesse ».

Mais nulle part il n'y est dit que les mineures auront droit à l'avortement et à la contraception (gratuits ou remboursés par la SS). Nulle part il ne prévoit l'existence de collectivités de jeunes auto-gérées, prévoyant au contraire de renforcer la « structure familiale ».

Il parle d'une « véritable éducation sexuelle » dans les établissements scolaires.

Mais il ajoute qu'elle sera conçue comme une partie de l'« éducation morale »...
Ce qui est assez ambigu pour être inquiétant.

Il parle de « favoriser l'exercice par les jeunes de leurs responsabilités dans la société ».

Mais il ne dit aucun mot sur l'embrigadement des jeunes par l'armée, le sport, les « loisirs organisés ».

Il parle d'une « abrogation de la législation répressive sur l'avortement ».

Mais l'avortement n'est autorisé que dans cinq cas précis et limités. Sa décision est le fait d'une commission composée de « spécialistes » et non celui de la femme elle-même.

Et quand paraît un manifeste de 330 médecins déclarant avec courage (au risque de perdre leur métier) qu'ils ont pratiqué l'avortement, l'Humanité déclare en conclusion d'un article hostile :

« Ramener au premier plan le seul débat philosophique et moral en escamotant son contexte économique et social, n'est-ce pas aider la majorité ? » (sic).

le 5.2.73

Et le PCF prétend du fait que l'avortement ne résoud rien (certes) pour ne pas lutter pour sa libéralisation.

Le Programme Commun lutte pour vivre « comme maintenant, mais mieux ». Comme il garde l'essentiel de l'industrie capitaliste, comme il laisse intactes les principales forces de répression bourgeoises (police, justice, armée) il est logique qu'il laisse les jeunes en tutelle, ne permet pas aux femmes d'être maîtresses de leur propre corps, et conserve inchangée la cellule familiale, pilier de l'ordre bourgeois.

Les révolutionnaires, eux, luttent pour « vivre autrement ».



Lutter dès aujourd'hui !

Contre ceux qui pensent que la question sexuelle est un sujet à aborder plus tard, après l'avènement de la démocratie avancée et du socialisme.

Contre les tartuffes qui font de la révolution un alibi à leur passivité.

Nous luttons dès aujourd'hui :

- pour la mixité des lycées et de chaque classe
- pour le droit de visite des garçons dans les lycées, les internats et les foyers de filles, et réciproquement
- pour le droit pour les lycéens et lycéennes - marié(e)s ou non - de vivre ensemble et d'avoir, s'ils le veulent, des enfants
- contre la répression qui frappe les filles-mères
- contre le quadrillage policier des plages, des piscines et des festivals pop
- contre la répression vestimentaire (maquillage, habits, etc...)
- contre l'espionnage répressif qui sévit dans les lycées : chasse aux flirts, surveillance des sorties, etc...
- pour la contraception libre et gratuite pour tous y